

## De la réconciliation russo-turque au début de sortie de crise en Syrie : le retour de la Realpolitik



Encore une fois, l'Union européenne demeure la grande absente de ce vaste processus mondial, engluée qu'elle est à la fois dans son moralisme irréaliste et dans son "impuissance volontaire."

Avec Alexandre Del Valle

*Après plusieurs articles du feuilleton géopolitique d'Alexandre del Valle sur les répercussions de l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis puis sur les solutions pour vaincre le totalitarisme islamiste dans le cadre d'une entente « panoccidentale », le géopolitologue analyse les pistes de sorties de crise en Syrie à l'aune du spectaculaire rapprochement entre la Russie et la Turquie sur fond de promotion d'un monde multipolaire et de retour de la Realpolitik. Encore une fois, l'Union européenne demeure la grande absente de ce vaste processus mondial, engluée qu'elle est à la fois dans son moralisme irréaliste et dans son « impuissance volontaire ». Un moralisme anti-Bachar et anti-russe contre-productif qui a contribué à empêcher de trouver une solution de sortie de crise en Syrie et que le nouveau président américain lui-même semble abandonner au profit d'un pragmatisme géopolitique qui vise à cibler l'ennemi principal : l'islamisme jihadiste.*

Depuis l'été 2016, la Turquie du néo-Sultan Erdogan et la Russie du néo-Tsar Poutine ont enterré momentanément leur hostilité géopolitique récurrente en développant une coopération bilatérale pragmatique fondée sur deux impératifs majeurs : premièrement la coopération economico-énergétique, deuxièmement la résolution de la crise syrienne sur les bases de la realpolitik. Cette nouvelle coopération économique et politique russo-turque peut sembler surprenante sachant que les deux empires ont été impliqués très longtemps dans des guerres autour de la domination régionale sur la Mer Noire et le Caucase.

Les Russes orthodoxes n'ont certes pas oublié que l'Empire ottoman a été fondé sur les ruines de l'Empire byzantin dont les Tsars se voulaient les héritiers spirituels et géopolitiques et il est clair que l'objectif de la Russie a toujours consisté à tenter de contrôler le Bosphore et les Dardanelles, la capitale ottomane elle-même et bien sûr la Mer Noire et le Proche Orient, d'où les fondements de l'annexion de la Crimée et de l'intervention militaire russe en Syrie, deux zones stratégiques où se trouvent les seules bases russes en mer chaude méditerranéenne et Noire. Après 1991, la politique étrangère russe a consisté à concentrer ses efforts sur les anciennes républiques soviétiques afin de reconstituer une nouvelle zone d'influence après la dislocation soviétique, ce qui a notamment suscité, dans les années 1990, l'implication russe dans des conflits interethniques en Moldavie, au Nord et au Sud du Caucase (Tchéchénie) et au Tadjikistan en Asie centrale. Toutefois, ni la Turquie qui a renoué avec son panturquisme, ni la Russie qui contrôle toujours l'espace post-soviétique turcophone en Asie centrale n'ont jugé utile de s'affronter sur cette zone, préférant au contraire coopérer au niveau commercial, sachant qu'en 2010, le volume du commerce russo-turc dépassait les 30 milliards de dollars par an.

Parmi les projets-phare, on peut citer bien sûr le gazoduc sous-marin à travers la Mer Noire nommé Blue Stream, qui est devenu un outil de la stratégie de Vladimir Poutine pour créer des liens de dépendance par des fournitures de gaz au nord de l'Europe avec l'Allemagne (à travers Nord Stream) et dans le sud avec l'Italie (à travers South Stream, remplacé ensuite par Turkish Stream). Dans

---

le même sens, l'opérateur russe du nucléaire civil Rosatom développe un projet de 20 milliards de dollars de construction d'une centrale nucléaire qui s'est concrétisé en 2013 avec la signature d'un accord avec l'entreprise de construction turque Özdoğu pour construire une centrale à Akkuyu au sud du pays.

## **Vision multipolaire commune et volonté de se répartir les rôles en Syrie**

Depuis les années 1990, la diplomatie russe suit fondamentalement la doctrine d'un monde multipolaire, vision incarnée par l'Organisation de la Coopération de Shanghai à laquelle souscrit également de plus en plus la diplomatie turque d'Erdogan qui veut de plus en plus s'affranchir de l'Occident et qui est d'ailleurs en train de se reprocher de l'OCS dans le cadre d'une nouvelle stratégie « eurasiennne ». Il est certes également vrai qu'en dépit de cette entente pragmatique multipolaire qui a commencé dans les années 2000, les deux pays ont été violemment opposés depuis le début du « printemps arabe » notamment autour de la crise syrienne. Ainsi, depuis le début des révoltes populaires arabes, la Russie a été systématiquement présentée dans les médias turcs comme un allié de Damas. Les journalistes turcs expliquaient l'attitude russe à l'égard de la Syrie par la volonté de Moscou de préserver son dernier allié au Moyen-Orient, ainsi que pour protéger ses fournitures d'armes au régime syrien et sa base navale à Tartous, mais aussi par les craintes du débordement du Printemps arabe sur la zone d'influence russe ou tout simplement par son ambition de s'opposer aux Etats-Unis et ses alliés au Moyen-Orient. Chacun se rappelle bien sûr la grave crise russo-turque lorsque qu'un bombardier Su-24 russe a été abattu, le 15 novembre 2015 par deux avions de chasse F-16 turcs. Moscou réagit alors en imposant des sanctions économiques sérieuses et en suspendant les liaisons aériennes avec la Turquie, ce qui mit un coup d'arrêt à l'arrivée des centaines de milliers de touristes russes sur les plages turque. Le volume des exportations turques en Russie chuta alors de 40% de 6 milliards de dollars en 2014 à 3.5 milliards de dollars en 2015.

## **Par sa fermeté vis-à-vis d'Ankara, Vladimir Poutine a bien plus gagné le respect d'Erdogan que l'Union européenne qui a cédé aux chantage du néo-sultan...**

Six mois après cet incident grave, et à la suite de nombreux avertissements du Kremlin et même de menaces lourdes puis d'accusation selon lesquelles Ankara financerait Daesh et les jihadistes de tous poils, la Turquie a finalement adressé aux autorités russes ses excuses formelles. Erdogan s'est même rendu à Saint Pétersbourg prêter une sorte d'allégeance envers Poutine après le coup d'Etat pro-américain avorté (été 2016) et la prise de conscience des deux pays de la nécessité de se rapprocher face à l'Occident et pour résoudre de façon plus pragmatique la crise syrienne sur les bases d'un partage de zones d'influence sachant que la Russie demeure le maître du ciel syrien. Alors qu'Erdogan n'a cessé d'insulter l'Union européenne qui s'était pourtant couchée devant lui en cédant au chantage du financement du retour des réfugiés Syriens, le président russe se faisait respecter par un néo-sultan qui n'aime résolument pas la faiblesse...

C'est ainsi que le 1er juillet 2016, les ministres étrangers des deux pays Sergeï Lavrov et Mevlut Cavusoglu se sont donc rencontrés à Sotchi pour discuter de façon fort pragmatique et « d'homme à homme » du dossier syrien. Il est vrai que le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 a considérablement changé la configuration géopolitique. En fait, la diplomatie turque avait déjà commencé déjà à changer ses priorités dans les mois qui avaient précédé le putsch afin de mettre un terme à l'isolement international dans lequel Ankara s'est retrouvée suite à la dégradation de ses relations avec les Occidentaux qui critiquaient la dérive autoritaire « national-islamiste » d'Erdogan et sa gestion (chantage-racket) du dossier des réfugiés syriens de Turquie désirant gagner l'UE. En juin 2016, le Premier ministre Binali Yildirim a ainsi déclaré que la Turquie devait reconfigurer sa politique étrangère afin de « réduire ses ennemis » en prônant un rapprochement avec Israël, la Russie et l'Egypte.

## **Le tournant du coup d'Etat avorté de l'été 2016 à la nouvelle relation turco-russe**

On sait que Vladimir Poutine fut le premier chef d'Etat qui appela personnellement le président turc Recep Tayyip Erdogan pour lui témoigner son « soutien » et condamner « sans réserves » la tentative de coup d'Etat pro-américain attribuée au groupe islamique pro-américain de Fetullah Gulen et dont Moscou avait eu vent et a même averti Ankara au dernier moment. En réponse, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu remercia alors la Russie pour son « soutien inconditionnel » après le coup d'Etat manqué, ceci alors que les Occidentaux suspectés de complicité par Ankara condamnaient plus la répression post-coup d'Etat d'Erdogan que le coup d'Etat lui-même... Ce ferme soutien contrastait avec le silence jugé coupable par Ankara des chancelleries occidentales pendant les heures qui ont suivi le début du putsch. Quant au Ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, celui-ci expliqua opportunément que l'évolution des relations russo-turques dépendrait de ce comment les deux pays coopéreraient sur la solution de la crise syrienne.

En jouant la carte de la diplomatie multipolaire fondée sur la non-ingérence et l'alliance des nations souveraines face à l'interventionnisme occidental « arrogant », Moscou marquait un nouveau point et gagnait momentanément les faveurs d'Ankara, qui n'avait pas du tout les mêmes visions de la crise syrienne ni même les mêmes intérêts, mais qui, comme Téhéran, était un protagoniste incontournable avec lequel il fallait s'entendre de façon cynique et pragmatique afin de régler la crise syrienne ou du moins trouver une piste de sortie. Afin de sauver la face et de gagner les faveurs du Kremlin qui exigeait excuses et réparations, l'adjoint du Premier ministre Mehmet Simsek fit savoir tout aussi opportunément que les vrais responsables de l'avion russe abattu en 2015 et qui avaient participé au bombardement du Parlement turc pendant le putsch avorté étaient les généraux turcs gulenistes pro-américains les plus atlantistes qui voulaient renverser Erdogan.

Les pilotes turcs qui avaient abattu le bombardier russe furent donc emprisonnés et furent accusés de faire partie de la « conspiration » contre le néo-sultan Erdogan en train de préparer justement une réforme constitutionnelle visant à faire de la présidence un pouvoir absolu. Les autorités turques firent alors croire que l'incident de l'avion russe abattu avait fait partie d'un plan de Fetullah Gulen (réfugié aux Etats-Unis) visant à déstabiliser le pays. Cette pirouette et ce scénario a posteriori opportuns permirent in fine de justifier la normalisation des relations avec la Russie auprès des élites politiques nationales. Le relatif succès des pourparlers d'Astana du 23 janvier 2017 sur la Syrie en vue de l'obtention d'un cessez le feu n'aurait jamais été possibles sans pareille réconciliation pragmatique fondée sur la realpolitik et l'alliance face à des ennemis communs.

---

En août 2016, Vladimir Poutine avait ainsi rencontré personnellement Erdogan à Saint-Petersbourg au cours de la première visite du Président turc à l'étranger après la tentative de coup d'Etat. La Russie et la Turquie avaient ainsi procédé à la normalisation des relations bilatérales puis annoncé une accélération des échanges commerciaux et des projets énergétiques. Le 10 octobre 2016, les deux présidents se sont à nouveau rencontrés à Istanbul, notamment dans le but d'annoncer la reprise du projet de gazoduc sous-marin Turkish Stream qui avait été suspendu en 2015. Ces rencontres ont largement favorisé les tractations russo-turques sur la recherche d'une solution de la crise syrienne.

C'est dans ce contexte « favorable » qu'en décembre 2016, la Turquie a accueilli une conférence avec la participation de la Russie et de l'Iran pour discuter d'une solution politique au conflit en Syrie, conférence qui conduisit à un cessez-le-feu qui est entré en vigueur fin décembre 2016. L'objectif de cette initiative, qui préparait la rencontre d'Astana, était en fait d'obliger les groupes rebelles dits « modérés » (en fait des islamistes radicaux salafistes et frères musulmans ou turcs ottomanistes) de rompre l'alliance tacite qu'ils avaient formée avec des groupes islamistes jihadistes=terroristes (Daesh et surtout Al-Nosra alias Fatah al-Cham) dans certaines régions en Syrie.

L'étape suivante était d'écraser ces djihadistes radicaux exclus des négociations. Le 23 janvier, à Astana (Kazakhstan), c'est donc la nouvelle troika composée du tandem russo-turc et de l'Iran qui s'associa pour tenter d'installer un cessez-le-feu en mettant autour d'une même table les chefs rebelles sunnites parrainés par la Turquie et l'Arabie saoudite d'une part et le régime de Damas fortement appuyé par l'Iran et dans une moindre mesure par la Russie qui veut avant tout préserver ses bases et zones d'influence dans la Syrie utile occidentale et ne pas s'éterniser des décennies dans ce borbier, d'où la divergence entre Téhéran et le Kremlin vis-à-vis du régime baathiste et de la personne de Bachar al-Assad que l'Iran soutient et veut imposer alors que la Russie est prête à accepter des formules plus souples et à remplacer à terme Bachar par une figure moins clivante. D'évidence, l'axe russo-irano-turc en Syrie pourrait bientôt subir des épreuves en raison des divergences persistantes. On constate en effet que si la Turquie exige le retrait des milices chiites du Hezbollah de Syrie, l'Iran, qui est un allié proche de la Russie en Syrie, souhaite au contraire maintenir leur présence.